



CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 29 JUIN 2022

N°2022/67

Un extrait de la présente délibération a été affiché à la porte de la Mairie :

Le 06 JUILLET 2022

Présents : 29
Excusés : 6
Absent : 00
En exercice : 35

Secrétaire de séance :
Julie LE MELINER
Patricia VILLARME

Le mercredi 29 juin deux mille vingt deux à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Municipal se sont réunis Salle du Conseil Municipal à Saumur, sous la présidence de Monsieur Jackie GOULET, Maire, sur convocation faite par lui le vingt-deux juin deux mille vingt deux.

Étaient présents : M. GOULET, Maire – M. NERON N, Mme GUILLON, M. NERON MA, Mme LIEBAULT – Maires Délégué(e)s – Mme LELIEVRE, M. GUILMET Mme LE COZ, M. PROD'HOMME, CARDET, Mme METIVIER, M. JOSSE, Adjoint – M. BIDAULT, Mmes BOURDIER, TUBIANA, TAUGOURDEAU, MM. COMBEAU, PIERRE, BRAEMS, Mme RIO, M. CHA, RICO, Mme LE MELINEL, M. CHENOUF, Mme VILLARME, M. OLIVA, Mme SOURDEAU, M. HENRY, Mme LEMENACH - Conseillers Municipaux

Excusés : Mmes GRIMA, LHOMMEDE, GODFRIN, COUBLANT, FAURE, M. CHANDOUINEAU qui ont respectivement donné pouvoir à MM. COMBEAU, CHA, Mme RIO, M. RICO, Mmes LIEBAULT, VILLARME

LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE - CONSERVATION DES AIDES AU LOGEMENT - CONVENTION D'HABILITATION AVEC LA CAF DE MAINE ET LOIRE

L'article 85 de la loi Alur du 24 mars 2014 a créé une mesure de conservation des aides au logement, afin d'inciter les bailleurs privés de logements non décents, à effectuer les travaux de mise en conformité.

La procédure est organisée par le décret du 18 février 2015 :

- après signalement d'un logement non décent, la mairie réalise un diagnostic/constat relevant les désordres qui ne répondent pas aux prescriptions du Règlement sanitaire départemental. Ce constat est adressé au locataire et au propriétaire bailleur.

- si le propriétaire ne répond pas ou s'il refuse de réaliser les travaux, la mairie transmet le diagnostic/constat à la cellule Habitat du Département qui va étudier le dossier avec les services de la CAF de Maine et Loire. Suivant la situation, la CAF prendra la décision de conserver l'aide au logement, pendant une période maximale de 18 mois et jusqu'à la mise en conformité du logement. Durant ce temps, le locataire ne paye que la part résiduelle du loyer (celle non couverte par l'allocation).

Au terme du délai imparti, une visite de contrôle est effectuée par la Ville :

* si les travaux sont réalisés : la conservation de l'aide au logement est levée. Le bailleur perçoit le montant de l'allocation qui était conservée et le versement de l'aide au logement est rétabli.

* si les travaux prescrits ne sont pas réalisés : l'aide au logement est définitivement perdue pour le propriétaire et le versement est interrompu.

Pour que ce dispositif puisse être mis en place sur Saumur, une convention habilitant la Ville à réaliser les diagnostics/constats et les visites de contrôle, doit être signée avec la CAF de Maine et Loire.

Ainsi, au vu des éléments qui précèdent, il est proposé au conseil municipal :

- d'AUTORISER M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention d'habilitation avec la CAF de Maine-et-Loire, afin de mettre en œuvre le dispositif de conservation des aides au logement applicable au parc locatif privé.

La convention sera conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise **à l'unanimité**.

Pour extrait conforme,
Le Maire de la Ville de Saumur,




Jackie GOULET